

Révolution du Sourire

du rejet au projet !



Collectif Révolution du Sourire du Rejet au Projet

45

Dimanche 29 décembre 2019

N° 02

Nous organiser

Un régime en place depuis plus de 60 ans se démantèle avec hargne et abnégation dans des combats sur le terrain. Aussi illégitimes qu'ils puissent être, les tenants de ce régime ont le pouvoir et ne sont pas près de le lâcher, quitte à brader le pays, à hypothéquer sa souveraineté si chèrement acquise et même à le mettre à feu et à sang.

Ce système de clientélisation s'est complexifié après 1988, il ne se limite plus seulement à la "couche dirigeante", il s'est insinué dans toutes la société et s'est tissé des alliances à l'international. Il dispose de moyens technologiques et fait aussi appel aux traditions et systèmes de solidarités sociales qu'il récupère à son profit. Les intérêts qu'il cristallise sont "stratosphériques". ils sont si importants, qu'il faudra que notre révolution puise dans ses dernières ressources pour espérer en venir à bout

Pour s'assurer la victoire, notre révolution doit entrainer toute la société algérienne. Elle doit se préserver de l'"élitisme" sans pour autant céder à la tradition populiste tellement ancrée dans l'espace politique. "L'élite" est loin de constituer une garantie de qualité de service, encore moins une promesse de probité morale. Si la technocratie était la voie pour la démocratisation des sociétés cela se serait su. L'État a ses mécanismes de régulation qui, dans le cas de l'Algérie, demandent une remise sur rails, une refonte totale, une refondation qui élague une bonne partie de l'existant, un renforcement qui consolide une autre partie. Une modernisation aussi nécessaire qu'urgente.

Notre société fait face à une réelle crise philosophique. Cela ne peut être négligé, encore moins ignoré. Quand l'individu social ne s'affirme pas en tant que "citoyen"

Suite page 3

Lourde condamnation

Hadj Ghermoul a été condamné, hier, par le tribunal de Mascara, à une peine de 18 mois de prison ferme assortie d'une amende de 30 000 DA et de 200 000 DA de dommages et intérêts pour "diffusion de vidéos portant atteinte à l'intérêt national".

Auditionné, à plusieurs reprises, par la sûreté de wilaya de Mascara au sujet de ses publications sa page Facebook, le citoyen a été présenté mercredi 18 décembre devant le procureur de la République près le tribunal de Mascara puis jugé en comparution immédiate.

Hadj GHARMOUL a déjà purgé six mois de détention pour avoir dénoncé janvier la possibilité d'un cinquième mandat pour Bouteflika. Après sa sortie de prison, il était de toutes les manifestations, mobilisations et actions de solidarité.

Sur le fédéralisme

Parce que chacune des démocraties de longue durée opérant dans une nation multilingue et multiculturelle est État fédéral ou régionalisé, il convient d'ouvrir un débat sérieux sur le fédéralisme ou la régionalisation car ces deux conceptions n'auront aucune portée si elles sont circonscrites seulement dans la simple réforme de l'État. Il convient, en parlant de fédéralisme, de distinguer entre deux formes : le fédéralisme territorial et le fédéralisme multinational ou ethnoculturel.

Le premier correspond aux cas de figure des nations homogènes culturellement, comme c'est le cas de l'Allemagne et des États-Unis ; le deuxième correspond aux nations multiculturelles ou multinationales comme c'est le cas de la Belgique, l'Inde, la Suisse, l'Indonésie, le Nigéria.

Les bienfaits du fédéralisme dans la participation démocratique des citoyens ne sont plus à démontrer, et les succès sur le plan économique sont largement attestés. Dans tous les pays où une forte décentralisation a été engagée, on a relevé les transformations sociales suivantes :

- *Un approfondissement et un enracinement de la démocratie au niveau local*
- *Une relégitimation des institutions publiques et une refondation de l'État sur les bases d'une intégration régionale*
- *Une allocation des ressources qui répond au mieux des besoins et des préférences des citoyens selon leurs différences culturelles et géographiques*
- *Une meilleure conscience des citoyens du coût financier des programmes de dépenses*

La décentralisation, et plus encore le fédéralisme, est une forme avancée de la démocratie, la démocratie perceptible à la base, celle qui peut rendre compte au citoyen de ses obligations et de ses droits.

Mais le plus grand apport du fédéralisme reste sans conteste sa capacité à gérer la diversité culturelle et linguistique, tout en évitant les tentations sécessionnistes. Dans un système fédéral, la recherche et la réalisation de compromis pour maintenir le vivre-ensemble sont non seulement possibles, mais ils participent de l'exercice démocratique puisqu'ils se présentent comme des modalités permettant d'éviter la domination au nom de la loi de la majorité.

Conribution

Gaid Salah devenu encombrant
Sa mort, un fonds de commerce

On a assisté ces derniers jours à une compétition de compassion. On souhaiterait qu'elle soit aussi humaine que prétendue. Une vertu que certains se découvrent de façon totalement subite et dont la manifestation est, curieusement, proportionnelle au statut et à l'importance du poste occupé par la personne qui en est l'objet. Elle obéit donc à cet ordre d'échelle de mérite, celui de la position occupée au sein de la hiérarchie du pouvoir.

Cet humanisme mal placé participe de l'inversion de l'échelle des valeurs dans la société qui amène à confondre la victime avec son bourreau, à encenser ce dernier et à blâmer la première. Une compassion qui absout le bourreau et accable la victime.

Ces pleureurs impénitents se justifient par un exubérant recours à la religion et à la tradition; ils mettent leurs simagrées sur le compte du « respect des morts », ce qui n'a aucun sens si le but de la compassion est une substitution au jugement de l'au-delà ou de l'Histoire. S'il s'agit d'absoudre le défunt dans l'autre monde, dans toutes les croyances le jugement est laissé à Dieu qui, seul, connait ce qui est caché à tous. Et, s'il s'agit de se substituer à la société dans le jugement de son action sociale et de ses pratiques du pouvoir, la prétention est aussi vaine, la mort ne peut le soustraire au jugement de l'Histoire qui, tôt ou tard, jettera la lumière sur ses responsabilités et ses crimes.

La mobilisation de ces registres religieux (al rahma) et traditionnels (respect aux morts) cache mal les espoirs clientélistes de certains qui piaffent d'impatience de rejoindre une masse d'intéressés autour du président désigné. Cette position est toute confortable, les relais médiatiques du régime et ses mouches électroniques se chargent de l'instrumentalisation éhontée de cette question qui chatouille les sentiments des pans les moins avertis de la société; la manipulation passe très souvent par la convocation des traditions culturelles du peuple.

Le comportement est grossier. L'on rappelle leurs méfaits à certains et pas à d'autres. Cette démarche sélective et intéressée applique à l'un ce qu'elle n'applique pas à l'autre. Rappelons-nous, à la mort de Pinochet la titraille était unanime sur "la mort d'un dictateur", mais là, s'agissant de Gaid Salah, si le propos n'est pas élogieux il est pour le moins très enrobé. Est-ce à dire qu'il se trouve parmi tout ce beau monde des gens qui, en toute sincérité, ne le croient pas dictateur ?



Vendredi 27/12, contrairement au mercredi 25 à l'occasion des obsèques, Alger est interdite au Algérien

Curieusement ce sont ceux-là même qui n'hésitent pas à renvoyer les autres morts "lambda", criminels, violeurs, assassins et voleurs, à leur sinistre vie, à leur passif et à leur parcours macabre, qui somment toute une société de ne pas le faire avec Gaid Salah. Faut-il vraiment croire qu'ils ne connaissent ni ses crimes ni sa prédation ni sa concussion ? Ou bien ces crimes ne disparaissent-ils que par leur intrication avec l'exercice du pouvoir ?

En clair et selon cette logique, les crimes commis à l'encontre du peuple, le pillage de ses richesses, le vol de l'argent public, la mise à sac d'un pays ne peuvent être tenus pour des crimes. À en croire les affidés du système et les moralisateurs sélectifs, ce serait là des actes de bravoure et de "patriotisme". La société ne serait menacée que par les petits assassinats et les larcins communs.

Cette curieuse logique, propre à ceux qui ont le retournement de veste facile, écarte les potentats et oligarques déchus, le général Toufik et d'autres généraux en fuite ou en prison ainsi que Said Bouteflika, qui était jusqu'au début du mois d'avril le chef réel de Gaid Salah, Sellal et Ouyahia…sont exclus de cette catégorie rare des hommes à laquelle il faut rendre hommage pour avoir, malgré leurs crimes, laissé quand même au peuple algérien le droit de respirer et de poser les pieds sur terre. Ils auraient pu lui couvrir le soleil comme Gaid aurait pu tirer sur la foule qui manifestait. Reconnaissons que vu sous cet angle, les Algériens doivent également des remerciements au colonialisme qui n'a pas été dans son implacable répression jusqu'à utiliser la bombe atomique pour les anéantir et mettre fin à la révolution qui le menaçait dans son existence. Là aussi faudrait voir de "la clémence" ?

Il n'y a pas plus ridicule comme argument pour justifier les louanges envers Gaid Salah. Surement parce qu'il n'y en avait pas d'autres. Un bilan catastrophique de 15 années en tant que premier responsable de l'armée : plusieurs généraux et d'autres généraux-majors sont en prison ou en fuite ainsi que des dizaines des hauts gradés qui sont aux arrêts. Certains accusés de corruption, de complots divers et d'espionnage, mais tous ont été couvés et per-cés sous son aile. Sa responsabilité est entière. Il s'en va et laisse l'armée en lambeaux.

Fin de mission

L'homme a privatisé l'armée et en a fait une juteuse affaire personnelle. Pour garder sa position, il n'a reculé devant rien. Il a été jusqu'à rompre la solidarité de corps et emprisonner ses anciens compagnons et camarades qui ont pu exprimer des réserves ou se poser en concurrents. Il en est ainsi de l'ancien moudjahid et officier général à la retraite, Hocine BENHADID, qui est envoyé en prison pour s'être insurgé contre le sort réservé à l'armée. C'est aussi le cas du moudjahid Lakhdhar Bouragaa qui, à 86 ans, est jeté en prison pour son engagement dans la révolution du 22 février. Les deux, vu de leur âge, risquent de décéder en prison. Par ailleurs, des centaines de citoyens, militants politiques, associatifs, des femmes et des jeunes sont dans les geôles sur les instructions de Gaid Salah, l'homme qui donnait des ordres à la justice pendant ces dix mois, celui qui était le véritable "président" de l'Algérie.

Plus grave encore, il était l'instigateur de la campagne contre certaines régions du pays et la stigmatisation de leurs populations à travers d'ignobles calomnies distillées par ses protégés et agents, nervis de tous acabits qui, en toute impunité, propagent haine et racisme.

Certes l'homme était clivant, avide et trivial, mais cela n'explique pas tout. Gaid Salah n'était pas un simple adversaire politique ; il représentait le système de Bouteflika moribond et mortifère. Il se vouait corps et âme à son recyclage et à son sauvetage.

L'homme était au point d'équilibre entre bandes mafieuses et corrompues ainsi que leur prolongement parmi les clientélistes et les opportunistes. À contrario du peuple qui est dans une trajectoire révolutionnaire pour la refondation de l'Algérie, celle qui répond à ses aspirations : la véritable Algérie démocratique et populaire,

le système est prêt à tout pour se perpétuer.

Gaïd a fini par se retrouver comme le responsable du maintien de cet équilibre. Il s'est cramponné à une feuille de route, dévoilée au nom d'Abdelazziz Bouteflika le 11 mars dernier, il s'est attaché, coute que coute, à son application jusqu'à la touche finale, celle de la désignation d'un homme du système pour remplacer le président déchu et poursuivre son 5e mandat.

Mission accomplie par la mise en place de la façade civile qui accomplira les "sales besognes", mais l'homme était devenu très impopulaire ; il fallait lui trouver une porte de sortie. Gaid Salah qui concentrait sur sa personne beaucoup d'animosités et de colère est finalement devenu un obstacle pour la normalisation. Son décès tombe donc à point nommé.



À cet effet, la réjouissance de sa mort est plutôt du côté du système. Le destin aurait fait un cadeau inattendu aux nouveaux tenants du système. D'une pierre deux coups : être débarrassé de cet encombrant général et exploiter à outrance sa mort pour retrouver une légitimité, dont manque cruellement Abdelmadjid Teboune qui n'a ni celle du suffrage populaire ni celle liée à la révolution. L'aubaine est trop bonne ! Le lien est vite fait puisque sa désignation est le produit du processus imposé par Gaid Salah, qui concentrait entre ses mains tous les pouvoirs depuis avril dernier. Même si elle ne règle rien dans le fond, cette mort est donc une délivrance pour le système. Elle le débarrasse der l'ancien vice-ministre de la Défense de Bouteflika sauveur par défaut du système, mais réel boulet.

Cette campagne de compassion et d'hystérie de pleureuses professionnelles n'est en vérité qu'une mise en scène pour donner de la légitimité à la façade civile, incarnée par Teboune, qui est issu du plan concocté par l'état-major, à sa tête Gaid Salah. Et cette légitimité ne pouvait être imaginée que par la nécessité d'assumer le père, mais de préférence réhabilitée par la mort.



Y Rezzoug

Ma compassion est plutôt envers ceux qui ont été assassinés ou envoyés à la mort par celui qui est mort. Ma compassion va vers les victimes, dont les détenus d'opinion, du bourreau qui est passé à trépas. Mais compassion est envers le peuple algérien et l'Algérie qui ont subi, continuent à subir les affres d'un système mafieux, oppresseur, assassin et au service de la prédation internationale dont il a fait toujours partie celui qui est mort

Abane doit revivre

Si chaque processus révolutionnaire a besoin de ses figures historiques et de ses référents idéologiques, il va sans dire que les slogans portés désormais par la rue algérienne rejoignent la ligne politique tracée par le concepteur de la plateforme de la Soumam. En effet, le mouvement de contestation, qui réclame la fin du régime mafieux en Algérie, est en train de faire ressusciter Abane Ramdane comme pour mieux répondre à la propagande du régime qui espérait, en cette fin d'année 2019, enterrer la contestation lors des funérailles du général Ahmed Gaid Salah en usant, une fois de plus, de manipulation et de mensonges.

Plus que jamais le peuple répète avec force et conviction qu'il ne veut pas d'un régime militaire et qu'il exige l'édification d'un État civil, régi par des règles modernes et démocratiques.

Le pouvoir algérien est en train de mesurer, chaque jour, l'étendue du rejet qu'il suzscite. Même sa mascarade électorale n'a réussi à tromper que sa clientèle habituelle et n'a suscité que moquerie et sarcasme au sein d'une population qui est en passe de devenir spécialiste en matière politique. Abdelmadjid Tebboune ? Sans intérêt, répond la rue, à juste titre, pour dire son refus de cautionner la mascarade concoctée par le pouvoir réel dans le seul but de tromper le peuple algérien et l'opinion internationale.

Partant, comment articuler désormais ces slogans et ces convictions, les inscrire dans un projet politique et ainsi transformer l'essai ?

Soyons clairs : le régime a la capacité de gérer des marches bi-hebdomadaires pendant encore cinq ans ou dix ans. Il ne s'agit pas de décourager les protestataires, mais au contraire de les encourager à passer à une nouvelle étape. Les manifestations ont le mérite de montrer au monde que les Algériens, collectivement et majoritairement, aspiraient à un changement. C'était une première étape. Il y a désormais des exigences qui s'imposent et qui permettront à ce mouvement de passer à une vitesse supérieure dont la rédaction d'une plate-forme politique pour inscrire dans le marbre toutes les revendications et lancer ainsi une nouvelle étape qui devra intégrer l'exigence de la mise en place d'une période transitoire sans les figures de l'actuel régime.

Il est donc temps de passer à la deuxième étape. Sinon, ce mouvement connaîtra le même sort que celui réservé à Abane Ramdane : il sera attiré dans un guet-apens et étranglé pour être réduit à néant. Par la suite, la propagande du régime aura la capacité de générer un récit qu'elle érigera comme histoire officielle.

Ce régime ne veut pas changer et ne pas de changement. Il faut contraindre ses représentants, faute de quoi, ils sauront s'adapter au statu-quo

Nous organiser

suite page 1

, il ne peut y avoir d'État. Il ne peut y en avoir, aussi, lorsque l'État est privatisé au profit d'une caste parasitaire, prédatrice et compradore. C'est dans tout cela que nous sommes plongés. Sans oublier que les épisodes sanglants de notre histoire récente qui ont été trop longtemps ignorés ont fini par désavouer le peu d'appareils efficients qui ont pu voir le jour après l'indépendance ; le judiciaire particulièrement.

Se doter d'un État authentiquement algérien, reconnu et légitimé dans ses fonctions est l'urgence des urgences. Cela passe par l'établissement d'une réelle constitution qui doit s'inscrire dans le cheminement historique du pays, les 132 ans de luttes pour la conquête de notre souveraineté, les 447 ans de résistance pour son recouvrement et, à leur suite, les 57 ans d'indépendance. Mais encore plus vital, il s'agit de rétablir la confiance de l'Algérien en l'Algérie en tant que projet partagé. Ceci ne pourra se faire sans l'édification de la République algérienne, trop longtemps espérée, mais jamais achevée.

Dans leur longue épopée, les Algériens sont enfin en passe d'apporter une réponse historique à leur question nationale, il est à espérer qu'ils hissent leur action à hauteur de l'enjeu.

Le mythe de la répression immaculée

Incapable de réduire l'ampleur des manifestations, le pouvoir tente de se glorifier d'une attitude avenante à leur égard. C'est le fameux “accompagnement“ que revendique l'État-major de l'armée. Mais qu'en a-t-il été dans les faits.

Épisodiquement, les manifestants ont connu les gaz lacrymogènes, les canons à eau, les coups de matraque et surtout des tirs tendus avec des balles en caoutchouc.

Au début de l'insurrection civique, il y a eu même le déploiement d'un canon à son à Alger. Cette arme de guerre qui ressemble à une parabole satellitaire était montée sur un blindé à pneumatique. Loin d'être banale, elle est désignée dans les milieux qualifiés d'arme “létalité réduite”. L'armée américaine l'a testé en Irak. L'arme a aussi été utilisée par des armateurs pour repousser des pirates en haute mer. Elle peut causer des dommages auditifs, une sensation d'étouffement et d'éventuels effets plus graves. Ses impacts ne sont pas encore clairement établis. D'une portée qui peut atteindre 3 kilomètres, ses 150 décibels causent des douleurs insoutenables. L'acquisition de ce matériel et surtout son déploiement à Alger battent en brèche la prétendue bienveillance du commandement militaire à l'égard des manifestants.

D'ailleurs, le recours à un usage excessif des gaz lacrymogènes a encore causé mort d'homme. Le 12 décembre, aux Issers, Ouamara Mohamed a succombé au gaz lacrymogène. Autres comportements excessifs des forces de répression : les tirs tendus avec projectiles en caoutchouc. Ces tirs ne sont pas à blanc, mais bel et bien des tirs à munitions qui peuvent causer des fractures d'os, des blessures à des organes internes et même, dans certaines conditions, la mort. Le nombre d'éborgné en Kabylie témoigne de la dangerosité de ces tirs. Autant que leur fréquence, le fait que l'essentiel de ces tirs atteint les manifestants au niveau de la tête (Yeux crevés, mâchoires fracassées, joues arrachées) pose la question des règles d'engagement arrêtées par les walis et leur tutelle. Déjà le 12 avril, avec l'intervention du GOSP à Alger, de sérieuses questions s'étaient posées à ce sujet.

Mais les assassinats de Remzy YTTOU et de Kameleddine FEKHAR sont les faits les plus saillants qui battent totalement en brèche ce mythe de la bienveillance des militaires. Le même jour que celui de la répression à Audin, du côté de Tafoura, un groupe de personnes qui relèverait de la police a battu à mort le jeune YETTOU. Évacué vers une structure hospitalière, il a été dépouillé de toue pièce d'identité et déposé aux urgences comme individu non identifié. Ses parents se battent toujours pour que toute la lumière soit faite sur ce crime. La famille et les amis de FEKHAR sont dans un combat similaire. Le militant qui n'en était pas à sa première grève de la faim a succombé à un traitement suspect et à une absence de suivi digne de ce nom. Suite à son trépas, Un collectif de professeurs en médecine “ *Dénonce la prise en charge médicale dont il a fait l'objet, tout comme l'ont été avant lui, d'autres militants des droits de l'homme et journalistes comme Mohamed Tamalt. Prise en charge indigne de collègues censés avoir prêté le serment d'Hippocrate, et manquements graves à l'éthique et la déontologie médicale devant présider à l'encadrement de tout patient.*”. Les autorités locales, administratives et judiciaires, incriminées par la défense de FEKHAR, ont vite été mises hors de cause par une enquête administrative expresse.

La régence qui se prévaut d'une attitude de bienveillance à l'endroit des manifestants est plutôt dans une situation d'impuissance face à eux, à leur civisme, au caractère massif et unitaire de leur mobilisation. D'ailleurs, ses efforts pour diviser le Front populaire ont été fort nombreux. Mais le peuple a tiré les leçons et fait tout pour éviter le terrain préféré de la régence : la confrontation violente.

Messaoud LEFTISSI à Amesl@y

AMESL@Y



"Je suis de Skikda et ma ville dans sa composition sociétale est à 80 % d'origine amazighe. Brandir l'emblème amazigh, depuis le 22 février, signifie pour nous une fierté et une réconciliation citoyenne avec notre identité. Il ne s'agit pas uniquement d'un contenu culturel de mon algérianité mais c'est aussi une manière de dire qu'il faut mettre un terme à cet Etat jacobin basé sur la culture unique, la langue unique, l'idéologie unique et la pensée unique.
Brandir l'emblème amazigh est pour nous la symbolique de cette diversité algérienne qui fait peur à ce système. C'est notre façon de dire qu'il faut assumer les valeurs communes et le vivre-ensemble. Il s'agit de parler de culture avant de parler de démocratie."

Les otages

*I*ls quittent les prisons où ils ont été retenus. Ils sont accueillis en héros. Ils le sont et se comportent de la sorte.

À leurs premiers pas dehors, ils reprennent le drapeau unitaire nord-africain, l'emblème de Tamazgha.

Sans sourciliers, ils reprennent leur place dans le combat et nous donnent tant de courage !

Nous vaincons !